

**Convention collective**

**ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
RURAUX ET FORESTIERS  
(LANGUEDOC-ROUSSILLON ET VAUCLUSE)  
(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996,  
*Journal officiel* du 20 novembre 1996)

---

**AVENANT N° 11 DU 21 JUILLET 2005 (1)**

NOR : AGRS0597209M

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires du Languedoc-Roussillon ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de Vaucluse,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation (FGTA) FO du Languedoc-Roussillon et de Vaucluse ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC du Languedoc-Roussillon ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC de Vaucluse ;

Le syndicat CGC du Languedoc-Roussillon,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Compte tenu de l'application des dispositions réglementaires relatives au SMIC, et par dérogation à l'article 14 de la convention, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 les salaires horaires de la grille de qualification sont indiqués à l'annexe I de la convention reproduite ci-après.

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

## ANNEXE I

### *Barème de salaire au 1<sup>er</sup> juillet 2005*

SMIC horaire au 1<sup>er</sup> juillet 2005 : 8,03 €.

Minimum garanti au 1<sup>er</sup> juillet 2005 : 3,11 €.

*(En euros.)*

NIVEAU	QUALIFICATION	SALAIRE horaire	SALAIRE mensuel (base 151,67 heures)
I	Ouvrier exécutant : – coefficient 120 (SMIC)	8,03	1 217,91
II	Ouvrier spécialisé : – échelon 1, coefficient 125	8,12	1 231,56
	– échelon 2, coefficient 133	8,22	1 246,73
III	Ouvrier qualifié : – échelon 1, coefficient 146	8,69	1 318,02
	– échelon 2, coefficient 153	9,10	1 380,20
IV	Ouvrier hautement qualifié : – coefficient 160	9,49	1 439,35
	Cadre-chef de chantier : – coefficient 173	10,24	1 553,10

## Article 2

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 21 juillet 2005.

*(Suivent les signatures.)*